

La Maison-Dieu : cahiers de pastorale liturgique

Service national de la pastorale liturgique et sacramentelle (France). Auteur du texte. La Maison-Dieu : cahiers de pastorale liturgique. 1964-01-01.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

C. NORMES TIRÉES DE LA NATURE DIDACTIQUE ET PASTORALE DE LA LITURGIE

33. Communautaire et hiérarchique dans sa structure, la liturgie doit être aussi didactique et pastorale dans sa célébration. Avant d'en tirer un certain nombre de normes en vue de la restauration, le Concile affirme en termes explicites la nature pastorale de la liturgie.

Dans sa 22^e session, consacrée au saint sacrifice de la messe (17 septembre 1562), le Concile de Trente avait déclaré : « Bien que la messe contienne un grand enseignement pour le peuple fidèle, les Pères n'ont pourtant pas jugé expédient l'usage général de la langue vulgaire dans sa célébration » (chapitre 8; Denz. 946). Les Pères de Vatican II ont retenu l'affirmation des Pères de Trente sur le caractère didactique de la messe pour l'étendre à toute la liturgie, et ils en ont tiré des conséquences auxquelles on s'était refusé, quatre siècles plus tôt, en raison de la controverse protestante.

La liturgie est à la fois culte de Dieu et enseignement pour le peuple. Cela tient à l'essence même du culte chrétien, qui est un culte « en esprit et en vérité » (Jn 4, 23) : « Dieu est esprit, et ceux qui adorent, c'est en esprit et en vérité qu'ils doivent adorer » (*ibid.*, 24). Le culte chrétien jaillit de la foi et il convient que la foi du peuple soit constamment nourrie dans l'acte même de la célébration. Il est remarquable que tout dans la liturgie concourt à nourrir la foi de l'assemblée des croyants : lectures, chants, prière, signes, actions rituelles contiennent « un grand enseignement ».

Dans la liturgie, Dieu parle à son peuple; le Christ annonce encore l'évangile. Et le peuple répond à Dieu par les chants et la prière. Que, dans la célébration liturgique, un véritable dialogue se noue entre Dieu et son peuple, c'est là un fait dont les liturgistes contemporains ont vive-

ment conscience¹⁰. Le dialogue s'amorce dans la « lectio divina » : « Prie ou lis constamment », écrit saint Cyprien : « Tantôt c'est toi qui parles à Dieu, tantôt c'est Dieu qui te parle » (cité dans LMD 76, p. 66, note p). Mais dans l'action liturgique le Seigneur est présent d'une manière privilégiée : il parle par le ministère de l'Eglise et c'est l'Eglise qui lui répond dans le chant de l'assemblée et dans la prière. Il s'agit alors du dialogue de l'Epoux et de l'Epouse, annoncé par le prophète Osée (2, 16-18). Ce dialogue « correspond à la nature profonde de l'économie chrétienne du salut. Le salut vient de Dieu, de qui nous recevons la révélation en lisant sa parole. Cette parole descend dans les cœurs et y suscite l'écho du chant. Les prières de l'assemblée des fidèles sont ensuite collectées et adressées par le prêtre à Dieu. Cette structure du culte ecclésial exprime vraiment la vie de l'Eglise » (J. A. JUNGSMANN, *op. cit.*, p. 103).

Un point doit retenir l'attention : le Concile parle au présent de l'intervention divine dans les lectures de la célébration. La liturgie se situe dans l'aujourd'hui de l'action salvatrice. La parole de Dieu recueillie dans la Bible ne nous est pas présentée dans la célébration liturgique « comme un document d'archives, mais comme une Parole qui nous est adressée aujourd'hui par le Dieu vivant. Pour celui qui lit la Bible sans avoir la foi, le Livre est un témoignage du passé; pour le chrétien qui entend proclamer le texte dans l'assemblée liturgique, la Parole est actuelle, elle l'atteint au plus profond de son être, et le fait communier à l'action actuelle de Dieu dans le monde¹¹ ».

Si tous les formulaires liturgiques, aussi bien les prières et les chants que les lectures, apportent un enseignement pour le peuple rassemblé, on doit en dire autant des signes et des actions rituelles ou même des attitudes corporelles. Actions humaines ou choses sacrées, les signes sont tou-

10. EEP donne la bibliographie essentielle sur le dialogue entre Dieu et son peuple, pp. 112-149. On se reportera spécialement aux trois volumes suivants : J. A. JUNGSMANN, *Des lois de la célébration liturgique*, trad. fr., Paris, 1956, pp. 85-180; *Parole de Dieu et Liturgie*, LO 25, Paris, 1958, pp. 114-126 (L. BOUYER, *La Parole de Dieu vit dans la liturgie*), pp. 155-179 (J. GELINEAU, *L'Eglise répond à Dieu par la parole de Dieu*); *La célébration du culte paroissial*, LMD 20 (1949).

11. *Parole de Dieu et liturgie*, Conclusions du Congrès national du CPL à Strasbourg (1947), p. 383.

jours un enseignement en raison même de leur nature : « *Signa vero ad instructionem pertinent* », affirme saint Thomas (*De Veritate*, q. 27, a. 4, c.). *Le Christ et l'Eglise ont choisi les signes visibles employés par la liturgie pour signifier les réalités divines invisibles.* Ils entrent dans le plan de la pédagogie divine, soucieuse de nous préparer par l'exercice d'une foi de plus en plus vive aux splendeurs de la vision.

Il convient dès lors de tirer la conclusion : il n'y a pas une partie de la liturgie qui serait didactique et une autre qui ne le serait pas. On ne fait pas sa part à la pastorale dans la célébration. La liturgie est tout entière « didascalie de l'Eglise », selon le mot célèbre de Pie XI. La Constitution formule la même affirmation en des termes qui seront désormais le fondement doctrinal de la pastorale liturgique : *Aussi non seulement lorsqu'on lit « ce qui a été écrit pour notre instruction » (Rom. 15, 4), mais encore lorsque l'Eglise prie, chante ou agit, la foi des participants est nourrie, les âmes sont élevées vers Dieu pour lui rendre un hommage spirituel et recevoir sa grâce avec plus d'abondance.*

Structure des rites

34. Puisque toute la liturgie est pastorale, le Concile se doit de formuler les requêtes de la pastorale par rapport à la restauration liturgique. La requête fondamentale est évidemment celle de l'intelligibilité des rites, qui a déjà été posée comme la règle première (art. 21). La Constitution ne fait que l'explicitier en entrant dans certaines précisions.

Pour que les rites soient accessibles au peuple, *ils manifesteront une noble simplicité, ils seront d'une brièveté remarquable et éviteront les répétitions inutiles.* Bien que ces remarques aillent de soi, il est indéniable que l'enseignement du Concile est ici tributaire de saint Augustin. A plusieurs reprises l'évêque d'Hippone a montré que l'une des supériorités du culte chrétien sur les cultes païens et même sur le culte juif consistait dans la sublimité unie à la simplicité : « *Quaedam pauca pro multis, eademque factu facilima, et intellectu augustissima, et observatione castissima ipse Dominus et apostolica tradidit disciplina : sicuti est*

baptismi sacramentum, et celebratio corporis et sanguinis Domini¹². » Si la liturgie chrétienne est demeurée au cours des siècles d'une sublimité exceptionnelle pour ceux qui la comprennent (« intellectu augustissima »), on ne saurait prétendre que tous ses rites soient faciles à célébrer (« factu facillima »), ni même qu'ils s'imposent tous par leur sobriété (« observatione castissima »), tant certains ont reçu des excroissances démesurées.

Il ne s'agit pas évidemment de ramener aujourd'hui le culte chrétien aux formes extrêmement dépouillées qu'il a pu connaître du temps de saint Augustin, mais un effort d'allégement s'impose, dans la ligne de celui qui a été entrepris sous Pie X et poursuivi sous Pie XII et Jean XXIII. On n'a pas perdu le souvenir des enchevêtrements d'octaves que l'on pouvait rencontrer jusqu'en 1955, en certaines périodes de l'année, ou des séries de commémoraisons qui se succédaient à laudes et à vêpres. Quant aux répétitions inutiles, dont parle la Constitution, on en trouverait de nombreux exemples dans le rituel du baptême des adultes et dans celui des ordinations, sans parler de l'*Ordo Missae* où, dès l'offertoire, on anticipe l'anamnèse dans la prière « Suscipe sancta Trinitas ».

Les rites seront adaptés à la capacité des fidèles et, en général, il n'y aura pas besoin de nombreuses explications pour les comprendre. Cette prescription ne livre son sens exact qu'en référence aux articles 21 et 35. En effet, l'adaptation des rites à la capacité des fidèles ne pourra pas se faire au détriment du respect de la tradition et du caractère biblique du mystère liturgique. Jamais la célébration ne sera adaptée à la capacité des fidèles, si ceux-ci n'ont pas été introduits par une catéchèse persévérante dans le monde de la Bible et dans celui des signes sacrés. Cet effort est particulièrement indispensable quand il s'agit de rendre des mentalités techniques perméables au langage de la liturgie. De plus, le respect de la parole de Dieu doit primer en tout, et ce n'est pas en édulcorant les traductions qu'on en fera une nourriture plus solide pour le peuple chrétien.

La Constitution distingue très justement entre les expli-

¹². Saint AUGUSTIN, *De Doctrina christiana*, livre 3, ch. 9, 13; PL 34, col. 71. Voir LMD 53 (1958), p. 143. On trouvera les textes parallèles des *Lettres à Januarius* (Lettre 54 et 55), dans LMD 76, p. 66, note r.

cations, dont elle souhaite qu'elles deviennent inutiles, et la catéchèse qu'elle rend obligatoire à l'article suivant. Les explications que la réforme liturgique doit faire disparaître sont d'ordre archéologique, anecdotique ou symbolique. Souhaitons donc que demain il n'y ait plus besoin de se référer à la manière dont on célébrait le catéchuménat au 4^e siècle pour comprendre ses rites actuels. On peut espérer également qu'il ne sera plus besoin d'expliquer pourquoi le sous-diacre tient la patène, de l'offertoire au Pater, avec un ample voile qu'il porte sur les épaules. De même enfin le commentateur d'une messe célébrée par l'évêque n'aura-t-il pas à justifier tous les détails de l'habillement du pontife et le chassé-croisé des mitres dont on le coiffe. Une liturgie d'une noble simplicité saura s'en tenir à l'essentiel. Débarrassé de tous ces détails, le commentateur pourra, lui aussi, s'en tenir à l'essentiel et devenir, à l'instar des rites, d'une *brièveté remarquable, évitant les répétitions inutiles*.

*Lecture de la Sainte Ecriture,
prédication et catéchèse liturgique*

— 35. La liturgie rénovée devra manifester *clairement l'union intime du rite et de la parole*. Les Pères ont posé en ces termes l'un des principes les plus féconds de la restauration liturgique. Le lien qui rattache la célébration du sacrement à la proclamation de la parole de Dieu est mis dans une vive lumière par la liturgie de la messe : celle-ci rassemble d'abord les croyants autour du Livre avant de les réunir autour du calice; « il libro e il calice », selon l'image que le pape Jean a rendue classique (cf. *Bugnini* II, n° 86). Mais on peut dire de toute célébration sacramentelle ce que le Directoire français affirme de la messe : elle « n'est pas une action magique qui opère totalement en dehors de nous et de notre consentement. Elle n'est pas non plus un exercice de piété dont la valeur dépendrait avant tout de la ferveur des assistants. Elle est un acte du Christ qui fait appel à notre collaboration consciente, à l'adhésion de notre foi. C'est pourquoi la proclamation de la parole de Dieu y joue un rôle important... Comme l'Eucharistie, la parole est un

festin de communauté » (*Dir. messe*, art. 68 et 69). Or, c'est un véritable festin de la parole de Dieu que le Concile a décidé de nous préparer.

1) *Dans les célébrations sacrées, on restaurera une lecture de la Sainte Ecriture plus abondante, plus variée et mieux adaptée.* La lecture de la parole de Dieu est instaurée dans les célébrations sacrées en général. Jusqu'à ce jour on ne trouvait des lectures, au rite romain, que dans le Missel et le Bréviaire. Au contraire, les rites orientaux proclament la Parole dans la célébration de tous les sacrements¹³. On peut souhaiter que toute action liturgique comporte une proclamation de la parole de Dieu. Chaque fois en effet que le Seigneur a voulu rassembler le peuple qu'il s'était choisi pour le combler de sa munificence, il a commencé par lui parler. Or, dans les rites sacrés la même économie du salut se continue *in mysterio*. Il convient donc que la première participation du peuple à la liturgie consiste à recevoir dans la foi le premier don de Dieu, qui est celui de sa parole. De plus c'est également dans une foi vive et actuelle que les sacrements du Christ et les sacramentaux doivent être reçus pour qu'ils portent un fruit abondant en ceux qui les reçoivent. Or la foi se nourrit avant tout de l'audition de la parole de Dieu annoncée par l'Eglise dans la liturgie.

La lecture de la Sainte Ecriture sera *plus abondante, plus variée et mieux adaptée*. La Bible sera lue plus abondamment et elle sera plus variée, si elle est faite dans la célébration des sacrements et des sacramentaux, et si le cycle des lectures de la messe et de l'office est réparti sur plusieurs années. Elle sera mieux adaptée, si l'on veille à éliminer quelques péricopes difficiles, comme l'épître du 4^e dimanche de Carême, et si l'on déplace de quelques versets le commencement ou la fin de plusieurs d'entre elles, de manière à mieux respecter la lettre du texte (par exemple, l'évangile du 12^e dimanche après la Pentecôte commence par deux versets, Luc 10, 23-24, où l'on trouve non l'introduction de ce qui suit, mais la conclusion de ce qui précède).

2) *Le sermon fait partie de l'action liturgique*, affirme la Constitution, consacrant l'une des premières découvertes

¹³. P. JOUNEL, *La Bible dans la liturgie*, dans *Parole de Dieu et Liturgie*, pp. 34-37.

du renouveau liturgique contemporain¹⁴. Il « a essentiellement pour but de commenter les textes de la célébration, ou certains de ses aspects, non seulement pour les expliquer mais pour les adapter à la vie concrète de l'assemblée présente et pour amener celle-ci à s'engager dans le mystère qui va être célébré¹⁵ ». C'est la raison pour laquelle la prédication doit puiser *en premier lieu à la source de la Sainte Ecriture et de la liturgie, puisqu'elle est l'annonce des merveilles de Dieu dans l'histoire du salut qui est le mystère du Christ, lequel est toujours là présent et actif parmi nous, surtout dans les célébrations liturgiques*. La phrase est d'une telle plénitude qu'elle appelle davantage la méditation que le commentaire. On relèvera, une fois de plus, la volonté des Pères de mettre en lumière la continuité du mystère du salut, qui se développe de la création de l'homme à la Parousie, et la présence *sui generis* du Christ glorieux au sein de l'assemblée liturgique. Du point de vue juridique¹⁶, il faut noter que le sermon n'est pas prévu seulement à la messe, mais dans toute action liturgique, *pour autant que le rite le permet*. La célébration communautaire des sacrements (art. 27) et les célébrations de la Parole, dont il sera question ci-après, appellent normalement l'homélie, pour qu'elle fasse le lien entre les lectures bibliques et le sacrement ou la prière commune. De peur que sa prescription ne reste lettre morte, la Constitution veut que la place du sermon soit marquée dans les rubriques, comme elle l'est dans l'Ordo de la semaine sainte pour la messe vespérale du jeudi *in cena Domini*.

3) La catéchèse liturgique, dont le Concile prescrit qu'elle soit *inculquée de toutes les manières*, désigne, selon le Directoire français de la messe, « non pas une instruction scolaire, mais une initiation vivante, priante et partant des rites eux-mêmes » (art. 24). Une telle catéchèse, déclare le Directoire, « doit s'inscrire dans un effort général d'initiation au sacré, à l'économie du salut, en particulier à

14. J. LECLERCQ, *Le sermon, acte liturgique*, dans LMD 8 (1946), pp. 27-46. Article reproduit dans *La liturgie et les paradoxes chrétiens*, LO 36, Paris, 1963, pp. 205-227.

15. A.-M. ROGUET, *Pastorale liturgique*, dans EEP 1.c., p. 238.

16. Sur les prédications dans la célébration liturgique, voir *Code des rubriques*, n° 474; *Ritus servandus in celebratione Missae*, VI, 6 et VII, 1; *Cérémonial des évêques*, I, 22, 3 et 5; II, 8, 48; *Memoriale rituum*, I, 2, 15; II, 2, 15; V, 2, 12.

l'économie sacramentelle » et elle exige, comme on l'a déjà dit, un effort continu de catéchèse biblique (art. 28).

Les *monitions* constituent un des éléments les plus notables de la catéchèse liturgique. Elles appartiennent à la structure même de la célébration, où elles sont faites tantôt par le diacre, tantôt par le célébrant. Dans la messe, par exemple, l'invitatoire du Pater est dit par le célébrant et la monition de renvoi, *Ite missa est*, par le diacre. Les monitions en langue vivante, dont l'Instruction *De musica sacra* reconnaissait la légitimité (n° 96), étaient confiées jusqu'ici au commentateur. Désormais, elles vont recevoir une place officielle dans la liturgie et elles pourront être prononcées par le célébrant ou le *ministre compétent*. Les nouveaux livres liturgiques les mentionneront dans les rubriques et en donneront le texte. Mais, comme il convient que chaque monition soit adaptée à une assemblée concrète, le prêtre ou le ministre ne seront pas tenus à les proférer telles quelles. Ils pourront en communiquer la substance *avec des paroles équivalentes*.

4) Le Concile conseille de faire à certains jours la *célébration sacrée de la Parole de Dieu*. La liturgie romaine n'ignore pas ce type d'assemblée de prière, que le christianisme a hérité de la réunion synagogale du samedi matin. La première partie de l'office du vendredi saint, avec ses lectures, ses chants responsoriaux et son *Oratio fidelium*, en constitue une parfaite réalisation. Mais c'est surtout depuis vingt ans que, dans la conjonction des renouveaux biblique et liturgique, la célébration de la Parole en langue vivante a connu un grand essor. En posant avec netteté la distinction entre les actions liturgiques et les *pia exercitia*, l'Instruction *De musica sacra* a donné une consistance juridique à ce *pium exercitium*, que le Synode romain recommande sous le nom de veillée biblico-liturgique (n° 559). De nombreux directoires épiscopaux l'ont prôné pour les mariages et les funérailles de l'après-midi. En pays de missions, on a été heureux de l'adopter pour les assemblées dominicales qui doivent se réunir en l'absence d'un prêtre. Il n'est pas douteux que l'influence des pasteurs de régions manquant de prêtres n'ait été déterminante dans la rédaction de cet article.

Sans doute le dimanche postule-t-il de soi la célébration

de l'eucharistie et, en France, la pastorale du dimanche tend, à juste titre, au regroupement en un centre des fidèles disséminés dans des paroisses trop petites pour avoir un curé résident. Mais il est des contrées où les chrétiens ne reçoivent que rarement la visite du missionnaire. Il est normal qu'ils souhaitent se réunir le dimanche « en Eglise » sous la présidence d'un diacre ou d'un délégué de l'évêque, pour prier ensemble selon un formulaire liturgique et participer à la table de la Parole dans l'espérance de la table eucharistique. En ce qui concerne la présence éventuelle d'un diacre à la tête de l'assemblée liturgique, rappelons que le Rituel romain reconnaît déjà au diacre le droit de présider certains offices comme les funérailles (Tit. VII, ch. 3, 19). Présidant une célébration de la Parole, le diacre pourra non seulement prier au nom de l'assemblée mais encore faire l'homélie.

La langue liturgique

36. Si tous les problèmes de pastorale liturgique ne sont pas résolus par l'extension de l'usage des langues vivantes en liturgie, il est indéniable que, sans cette décision du Concile, les réformes ordonnées jusqu'ici n'auraient guère favorisé la participation active et consciente du peuple aux mystères. Il eût été vain de restaurer une lecture de la Sainte Ecriture plus abondante et plus variée, si les fidèles n'avaient pu l'entendre proclamer directement dans leur langue.

Précisons d'abord un point de vocabulaire. Les encycliques *Mediator Dei* et *Musicae sacrae disciplina*, ainsi que l'Instruction de 1958, parlent de *lingua vulgaris* pour désigner la langue parlée par le peuple; la Constitution use du mot *lingua vernacula*, qui est d'une bonne latinité puisqu'on le trouve dans Varron (*De lingua latina*, 5, 77). En français, les deux mots font difficulté : parler de langue vulgaire semble péjoratif à l'égard des langues de Bossuet, de Dante, de Goethe ou de Shakespeare, et l'adjectif « vernaculaire » est un mot incompris de la plupart. Faut-il parler de langue vivante ? C'est le parti que nous avons adopté dans le commentaire, bien que l'expression range implicitement le latin parmi les langues mortes. Dans la

traduction de la Constitution on a opté pour la formule : langue du pays, qui est excellente, quoiqu'elle ne soit pas toujours exacte en fait. Car il arrive que la langue du pays n'ait pas une aire d'extension assez considérable pour devenir langue liturgique, et qu'une langue véhiculaire soit adoptée pour le culte. Quelle que soit la traduction retenue, il faut entendre par *lingua vernacula* la langue dans laquelle se donne habituellement l'homélie et se fait le catéchisme.

La législation du Concile concernant la langue liturgique se développe en quatre paragraphes :

1) *L'usage de la langue latine, sauf droit particulier, sera conservé dans les rites latins.* Pie XII était intervenu à plusieurs reprises pour justifier le maintien du latin dans le culte, montrant en lui « un signe d'unité manifeste et éclatant, et une protection efficace contre toute corruption de la doctrine originale » (*Mediator Dei*, AAS, p. 545; EP 547), soulignant que « le chant grégorien est intimement lié aux paroles latines de la sainte liturgie » (*Musicae sacrae*, AAS, p. 16; EP 764). Il est vrai qu'à ses yeux les « graves motifs » pour lesquels l'Eglise jugeait devoir « maintenir fermement dans le rite latin l'obligation inconditionnée d'employer la langue latine » concernaient avant tout le prêtre célébrant et les chants grégoriens dans la célébration de la messe (Discours d'Assise, LMD 47-48, p. 344; EP 821). Les rites latins dont parle la Constitution sont, en dehors du romain, les rites ambrosien et mozarabe. Quant au droit particulier, il a toujours comporté des dérogations à l'usage du latin. C'est ainsi qu'au Concile les Pères purent participer à des messes de rite romain célébrées en staroslave¹⁷.

2) Tout en maintenant l'usage du latin dans la liturgie romaine, le Concile juge devoir accorder *une plus large place* aux langues vivantes dans la célébration. Il ne s'agit pas, en effet, d'une innovation absolue, mais d'une extension de l'usage déjà admis des langues modernes. Si l'approbation des rituels bilingues et l'autorisation de la double proclamation de l'épître et de l'évangile ne relevaient que du droit particulier, l'usage de la langue vivante a été concédé à tous les pays de rite romain pour la rénovation

17. Sur la liturgie romaine en staroslave voir C. KOROLEVSKIJ, *Liturgie en langue vivante*, LO 18, Paris 1955, pp. 132-135.

des engagements du baptême durant la Nuit pascale (1951) et pour la célébration par étapes du baptême des adultes (1962). Tout en mettant en valeur l'emploi du latin dans l'encyclique *Mediator Dei*, Pie XII avait ajouté immédiatement : « In non paucis tamen ritibus vulgati sermonis usurpatio valde utilis apud populum exsistere potest » (AAS, p. 545; EP 547). Ce sont donc les propres termes du pape que le Concile a voulu reprendre. Il a tenu cependant à préciser que l'usage de la langue vivante serait très utile dans tous les rites liturgiques, *soit dans la messe, soit dans l'administration des sacrements, soit dans les autres parties de la liturgie*. Aucun formulaire n'est soustrait par le droit à une éventuelle traduction.

Au moment où la langue vivante va recevoir une place très large dans les assemblées liturgiques, on apprécie le caractère bénéfique de son introduction progressive dans le culte depuis quinze ans. Dans les paroisses où l'on aura suivi le renouveau liturgique durant ces quinze années, où l'on aura usé de toutes les facultés accordées par le Rituel bilingue, la nouvelle liturgie de la semaine sainte, l'Instruction *De Musica sacra*, le Lectionnaire latin-français, l'extension de l'usage de la langue vivante sera bien, selon les propres termes du Concile, un usage nouveau sortant d'un usage déjà préexistant par un développement *en quelque sorte organique* (art. 23).

Le champ d'extension de la langue vivante n'est défini ici que d'une manière générale : *on pourra lui accorder une plus large place, surtout dans les lectures et les monitions, dans un certain nombre de prières et de chants, conformément aux normes qui seront établies en cette matière dans les chapitres suivants, pour chaque cas*. En déclarant que l'aspect pastoral de la liturgie ne se limitait pas aux lectures (art. 33), le Concile ne pouvait pas enfermer l'usage de la langue vivante dans une partie de la célébration à l'exclusion d'une autre. C'est dans chaque chapitre particulier qu'il précisera la part possible des langues vivantes. Mais il est évident qu'on fera avant tout (*imprimis*) dans la langue du peuple les lectures, qui sont destinées en premier lieu à notre instruction (Rom. 15, 4) et les monitions, qui sont directement adressées à l'assemblée. D'ailleurs pour la détermination des prières et des chants autorisés en langue

vivante, on pourra faire entrer en ligne de compte la procédure de l'article 40, dans les cas où les besoins d'un pays déterminé exigeront une adaptation *plus profonde* de la liturgie.

3) Toutes les facultés d'utilisation de la langue vivante dans la célébration liturgique envisagées par le Concile sont liées à une décision de *l'assemblée d'évêques légitimement constituée compétente sur un territoire donné* (art. 22). Aucun usage de la langue vivante n'est donc concédé directement par le Concile, pas même la proclamation directe de la Parole de Dieu, et cet usage ne dépend pas de l'Ordinaire du lieu. L'ordonnance à prendre en ce domaine est obligatoirement collective. L'assemblée des évêques doit décider si elle accepte l'usage de la langue vivante et préciser les points sur lesquels elle compte en faire usage (par exemple, dans certaines régions il peut être préférable de pratiquer les exorcismes du baptême en langue vivante, tandis qu'en d'autres mieux vaut garder le latin). Une fois que l'assemblée épiscopale a fixé les formulaires pour lesquels elle proposera au clergé l'utilisation de la langue vivante, elle doit encore faire *agréer, c'est-à-dire ratifier ses actes par le Siège apostolique*. On sait que la discussion fut vive, à la première session du Concile, autour de la formule qui exprimerait l'intervention du Saint-Siège au stade ultime de la décision. On avait d'abord retenu les termes employés par le Code de Droit canon pour soumettre les actes d'un concile plénier à la ratification de Rome : « *Acta a Sacra Congregatione Concilii expensa et recognita* » (can. 291), mais le schéma que les Pères avaient sous les yeux se contentait de dire que les Conférences épiscopales pouvaient « proposer au Saint-Siège les limites et le mode d'admission de la langue vivante ». Les Pères ont estimé que cette simple faculté de soumettre un projet au Saint-Siège risquait de rendre inopérante la réforme conciliaire, en laissant les Congrégations romaines juges de l'opportunité de son application. D'après le texte adopté : *actis ab Apostolica Sede probatis seu confirmatis*, le Saint-Siège n'a pas à juger sur le fond, mais à dire si l'ordonnance de l'assemblée épiscopale est conforme à l'esprit et à la lettre de la législation conciliaire. L'autorité désignée par lui joue un peu le rôle qui est, en France, celui du Conseil d'Etat, quand on demande à ce

dernier de statuer sur la constitutionnalité d'une loi ou la légalité d'un décret.

4) L'usage liturgique de la langue vivante suppose l'approbation d'une traduction officielle des formulaires latins par l'assemblée épiscopale du territoire. Il est souhaitable que les évêques ne l'adoptent qu'*après avoir délibéré avec les évêques des régions limitrophes de même langue*, afin d'assurer, autant que possible, l'établissement d'un texte unique.

En ce qui concerne la manière d'établir les traductions, les prescriptions de l'Ordo du baptême des adultes de 1962 méritent d'être retenues : « Les assemblées épiscopales se chargeront de faire préparer les versions en langue du pays, pour toute la région, par une commission spécialement nommée pour cela, dans laquelle des hommes, clercs ou laïcs, qui soient avant tout des connaisseurs de chacune des langues respectives, établissent un texte qui ne soit pas seulement fidèle, mais en outre harmonisé avec l'esprit de la langue. Finalement, les versions seront dûment approuvées par les assemblées épiscopales, mais pour une durée qui ne dépassera pas dix ans, de telle sorte que ces versions puissent être continuellement adaptées au développement des langues » (*Ordo du Baptême des adultes*, n° 6)¹⁸.

P. JOUNEL.

¹⁸. Voir le commentaire de ce texte par P.-M. Gy dans LMD 71 (1962), pp. 26-27.